

ÉDUCATION ET FORMATION

Éducation et formation: entre l'incontournable compétition et l'indispensable égalité des chances

Synthèse des exposés et discussions du vendredi 19 septembre 1997

Présidente:	Madame Lúcia de Carvalho Présidente de la Chambre législative du District fédéral de la République fédérative du Brésil
Vice-président:	Monsieur Claude Boucher Député à l'Assemblée nationale du Québec
Conférenciers:	Madame María de Ibarrola Directrice, <i>Fundación SNTE para la Cultura del Maestro Mexicano</i> Chercheur à l'Institut polytechnique national du Mexique Monsieur Patricio Cariola, S.J. Chercheur au Centre de recherche et de développement de l'éducation (Chili) Monsieur Pierre Van Der Donckt Secrétaire général exécutif de l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI)
Secrétaire:	Monsieur Charles A. Bogue Assemblée nationale du Québec

Madame María de Ibarrola est directrice de la Fondation du Syndicat national des travailleurs de l'éducation du Mexique pour la culture des enseignants, depuis 1993. Elle est professeur titulaire au Département de recherche éducative du Centre de recherche et d'études approfondies de l'Institut polytechnique national depuis 1977 et chercheur avec distinction du Conseil national de la science et de la technologie depuis 1985. Elle est également consultante de l'UNESCO en matière d'éducation technique et de formation professionnelle en Amérique latine.

Madame de Ibarrola souligne que le titre choisi pour l'atelier rappelle d'une part, que «l'incontournable compétition» sur le marché du travail exige une préparation et une formation idoines et requiert d'autre part, l'analyse des rapports existant entre l'éducation et le marché du travail. À cet effet, elle présente cinq thèses traitant successivement de la formation et du travail, de l'égalité des chances en matière d'éducation et des rapports existant entre l'éducation et le travail au sein des Amériques.

Madame de Ibarrola propose, premièrement, deux scénarios dichotomiques et représentatifs des débats actuels traitant de l'avenir du travail au XXI^e siècle. Le premier scénario, caractéristique de la situation des pays riches, est centré sur les effets de la mondialisation et des avancées technologiques et peut se révéler, selon le point de vue que l'on adopte, optimiste ou pessimiste. Les optimistes présentent comme étant inévitable et bénéfique pour le développement économique, la mondialisation des marchés, la transformation des systèmes de production et la compétition dans le domaine du travail. Cette approche se fonde sur une indispensable adaptation des compétences de la main-d'oeuvre et des programmes d'éducation, allant jusqu'à proposer une reconnaissance des compétences acquises sur le marché du travail.

De leur côté, les pessimistes soutiennent que de plus en plus, les nouvelles technologies se substituent à la main-d'oeuvre et obligent les sociétés à choisir entre un modèle où une petite partie de la population travaille énormément alors que la majorité est au chômage et vit au dépend du système public, ou un modèle où l'organisation du travail permet une répartition plus équitable des emplois, grâce à une diminution de la semaine de travail et à des programmes de partage du temps de travail.

Le second scénario, caractéristique de la situation des pays en développement, est fondé sur l'inégalité et l'hétérogénéité des systèmes de production. Ici, la répartition fort variable du produit national brut (PNB) par tête d'habitant fait en sorte que les concurrents sont loin d'être sur un pied d'égalité. En effet, un certain nombre d'entreprises offrent des emplois de qualité bien rémunérés qui permettent l'accès à la classe moyenne, tout en contribuant un pourcentage élevé au produit national brut. Or, ces emplois ne représentent qu'un maigre pourcentage de l'ensemble, la vaste majorité n'offrant qu'un travail irrégulier, sans salaire minimum ni bénéfices marginaux, congés payés, sécurité sociale ou sécurité d'emploi. Dans certains pays, on observe déjà de larges segments de la population qui, faute d'éducation, sont totalement inactifs et sans perspective d'avenir alors que d'autres doivent se tourner vers des activités illégales afin de compléter leur revenu.

En second lieu, l'amplitude des changements qui ont marqué le XX^e siècle et surtout les vingt dernières années, exige plus que jamais, que le développement économique soit subordonné au développement démocratique et au développement social. Le défi ne consiste pas seulement, pour chaque société, à s'intégrer dans la nouvelle économie mondiale mais également à créer, pour l'ensemble de la population, des opportunités de travail dignes qui permettront de réduire les inégalités dans tous les domaines de la vie, y compris dans la productivité du travail.

Troisièmement, Madame de Ibarrola maintient que l'on est obligé, aujourd'hui, de prendre des décisions très complexes en matière technique qui exigent par ailleurs certaines connaissances de base, notamment de nature morale. Un nouveau type d'alphabétisation s'impose: la connaissance des mathématiques et des sciences est certes essentielle, mais la connaissance de la culture et des technologies de base — sans laquelle on ne saurait éviter les erreurs et les horreurs du passé — l'est tout autant. Il s'ensuit que l'éducation doit inclure les sciences humaines, l'éthique et le civisme, de sorte que les jeunes ne deviennent pas simplement des «automates qui travaillent».

Quatrièmement, l'égalité des chances en matière pédagogique est loin d'être acquise dans les Amériques, malgré les efforts importants déployés en ce sens. Il est vrai qu'il existe une apparence d'égalité d'accès à l'éducation primaire. Par contre, le tableau s'assombrit en ce qui concerne la fréquentation de l'école secondaire et il devient catastrophique en matière d'enseignement supérieur. Dans ce dernier domaine, la distance qui sépare les États-Unis et le Canada, d'une part, et les pays du Sud, d'autre part, est énorme. Cela a pour résultat d'ouvrir un fossé béant entre ces régions en ce qui concerne le nombre de travailleurs qualifiés. Ces problèmes ne sauraient être résolus sans que des choix fondamentaux soient faits, notamment entre la centralisation et la décentralisation des décisions en matières éducative et pédagogique.

Enfin, l'inégalité en matière de scolarité découle de politiques inadéquates. Ce ne sont pas les enseignants, trop souvent insuffisamment formés et mal rémunérés, qu'il faut montrer du doigt, mais plutôt les gouvernements qui consacrent moins de quatre pour cent du PNB à l'éducation.

En terminant, madame de Ibarrola formule quelques recommandations:

- premièrement, il faut s'assurer d'une éducation publique et démocratique à tous les niveaux de l'enseignement; en particulier, les pays d'Amérique ne peuvent se contenter de financer l'école primaire en négligeant les enseignements secondaire et universitaire, comme par le passé;
- deuxièmement, il faut prêter une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, à savoir les jeunes, et surtout à ceux qui ne terminent pas leur éducation primaire;
- enfin, l'éducation doit être reconnue comme un investissement. On a trop souvent tendance à la négliger alors qu'elle devrait être prioritaire, car elle s'avère fondamentale pour assurer le développement futur.

***Monsieur Patricio Cariola, S.J.** est chercheur au Centre de recherche et de développement de l'éducation dont il a été le directeur de 1969 à 1995. Il est professeur d'État et titulaire d'une maîtrise en éducation de l'Université Harvard. En 1978, il a fondé le Réseau latino-américain d'information et de documentation en éducation. Il a agi à titre de rapporteur pour l'Amérique latine à la Conférence mondiale de l'Éducation pour Tous, tenue en 1990. En 1995, il recevait le prix interaméricain d'Éducation «Andres Bello». Il est l'auteur de plusieurs études sur l'éducation en Amérique latine et il est actuellement conseiller du ministre de l'Éducation du Chili.*

Monsieur Cariola souligne l'énorme écart qui s'est creusé en matière de formation de la main-d'oeuvre entre les pays de l'Asie du Sud-Est et ceux de l'Amérique latine. En 1960, ces deux régions étaient au même niveau; aujourd'hui, la triste réalité nous force à constater que les pays latino-américains se trouvent loin derrière les pays d'Asie.

La mondialisation, la croissance de l'économie et l'intégration économique n'ont de sens que dans la mesure où l'on peut apporter une valeur ajoutée aux produits. Certes, le revenu national peut augmenter sans valeur ajoutée, mais il restera alors toujours concentré entre les mains d'un groupe minuscule. Pour que les fruits de la croissance économique puissent être mieux répartis, il faut offrir aux citoyens une formation adéquate.

Il est vrai que l'on a réalisé d'énormes progrès dans le domaine de l'enseignement supérieur ainsi qu'une importante remontée en ce qui concerne l'enseignement secondaire. Ces chiffres sont cependant trompeurs car le taux d'inscription des zones urbaines est nettement supérieur à celui des zones rurales, ce à quoi il faut ajouter la faiblesse de l'enseignement préscolaire en Amérique latine. Cette faiblesse est d'une importance capitale, la carence de stimulation intellectuelle des enfants au foyer ayant tendance à condamner ceux-ci à ne jamais dépasser le niveau atteint par leurs parents.

D'après une étude effectuée par le directeur du bureau régional de l'UNESCO pour l'Amérique latine, il est indéniable que le rendement des systèmes scolaires de base des pays latino-américains est insuffisant. Encore une fois, cette réalité est trop souvent masquée par des statistiques trompeuses. De fait, pratiquement 45 pour cent des écoliers au niveau primaire redoublent leur année scolaire. Durant la seule année 1990, 17 millions d'enfants occupaient des places qu'ils auraient dû libérer au profit d'autres élèves, entraînant ainsi la dépense de sommes considérables. Résultat: non seulement le système scolaire est-il fort inefficace, mais ses ratés se soldent par une énorme proportion d'analphabètes fonctionnels. Vu le rapport direct entre la lecture et les divers niveaux de développement, un tel résultat est désastreux. Heureusement, on ne constate pas ce phénomène dans les collèges et les écoles privés.

Selon monsieur Cariola, la cause du phénomène du redoublement se trouve notamment dans l'attitude passive inculquée aux élèves. Mais une autre source du problème est sans aucun doute le fait que les enfants des parlementaires des pays latino-américains fréquentent presque exclusivement les écoles privées. N'ayant de ce fait que peu ou pas de contact avec les réalités du système scolaire public, les décideurs ne sont guère en mesure de constater l'état pitoyable de l'enseignement que l'on y dispense.

Enfin, le système scolaire public devra aller au-delà de l'enseignement de base pour non seulement enseigner l'usage de la technologie moderne mais aussi véhiculer des valeurs éthiques.

***Monsieur Pierre Van Der Donckt** est secrétaire général exécutif de l'Organisation universitaire interaméricaine. Il a été chef de la mission gouvernementale au Centre d'études politiques et administratives du Québec de l'École nationale d'administration publique (ENAP) de 1981 à 1985, après avoir exercé, entre 1978 et 1981, les fonctions de sous-ministre adjoint, responsable notamment de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire au ministère de l'Éducation. Il a occupé la fonction de délégué général du Québec à Mexico de 1985 à 1989 et a mené des activités de coopération dans 23 pays du continent américain. Il est membre du conseil d'administration de la Fondation canadienne pour les Amériques.*

Monsieur Van Der Donckt oriente sa réflexion autour de deux thèmes: l'importance de gérer les changements majeurs intervenus depuis les années soixante, et la nécessité d'une coopération interaméricaine en matière d'éducation. En premier lieu, si nos systèmes d'éducation ont subi des modifications importantes par le passé, les secousses tectoniques qui ébranlent le monde actuel les amèneront à subir des transformations encore plus profondes. En effet, le modèle universitaire actuel est épuisé: sans réforme radicale, les universités entreront bientôt en crise. Les résultats déjà atteints sont certes positifs, voire spectaculaires. Toutefois, des problèmes persistent. Il faut s'y attaquer avec détermination et ce, malgré la diminution des ressources financières disponibles, car l'éducation demeure la clé du développement économique et social.

À l'école primaire, les taux lamentables de participation et de réussite des enfants latino-américains sont fort préoccupants. Au niveau universitaire par contre, trop d'étudiants entrent à l'université et y demeurent durant des années, sans avoir les aptitudes ni le goût de réussir. Qui plus est, la prolifération d'institutions privées n'a pas été accompagnée de processus d'évaluation rigoureux et transparents de la qualité de l'enseignement. Enfin, les initiatives gouvernementales

manquent souvent de suite, notamment en ce qui concerne le financement du système scolaire.

Le monde est engagé dans une course sans pitié dans laquelle les chances de succès dépendent de la qualité et du dynamisme du capital humain. Même au Canada, on est appelé à travailler à la réingénierie de l'ensemble du système scolaire. Ce processus repose sur un nouveau pacte équitable entre les classes sociales, lequel ne doit pas rendre plus vulnérables ceux qui le sont déjà. Par contre, même si l'on doit se préoccuper de ceux qui sont à la queue du peloton, il faut aussi préparer ceux qui en seront à la tête. Et cela ne peut plus se faire uniquement à l'intérieur de frontières nationales: il faudra ouvrir nos institutions post-secondaires au reste du monde, notamment à l'ensemble des pays des Amériques.

En second lieu, tout projet de transformation des systèmes d'éducation doit tenir compte du contexte de l'intégration et de l'évolution des pays américains, qui exigent la mise en oeuvre de nouveaux instruments de coopération. Notre vision du continent américain ne doit pas se limiter à la seule concurrence économique, elle doit se fonder d'abord et avant tout sur la coopération — d'où l'impérieuse nécessité d'offrir aux jeunes une éducation véritablement interaméricaine.

À cette fin, l'Organisation universitaire interaméricaine propose la création du Collège des Amériques. Ce projet s'inspire du Collège de l'Europe, fondé à Bruges, en 1950, dans le but d'inculquer à ses étudiants une vision élargie du continent européen. Ce nouveau collège sera mis sur pied dès l'an prochain et offrira quatre programmes, à savoir: un programme de gestion et d'analyse des politiques du secteur public; un programme d'échange étudiants, appelé «Inter-Amériques», pour permettre aux jeunes d'étudier pendant un an dans un pays étranger; un programme consacré au sujet de l'intégration dans tous ses volets — culturel, social et technologique; et, enfin, dix réseaux de coopération pour former de nouveaux professionnels dans un cadre interaméricain.

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS

Lors de la période de discussion, on revient à la problématique des ressources que les pays latino-américains consacrent à l'éducation. Plusieurs sont d'avis que les budgets affectés à l'éducation doivent être augmentés, car il est clair qu'ils sont bien en deçà du huit pour cent du PNB recommandé par l'UNESCO pour sortir du sous-développement.

Non seulement les ressources consacrées à l'éducation sont-elles insuffisantes mais elles sont aussi réparties de façon inégale, entre le Nord et le Sud bien entendu, mais aussi entre les villes et la campagne. De l'avis de certains, il est important de dispenser l'éducation surtout là où les besoins sont les plus pressants et, par conséquent, là où les résultats risquent d'être les plus spectaculaires, c'est-à-dire dans les régions rurales défavorisées. Par ailleurs, les différences entre l'éducation des garçons et celle des filles, problème d'ordre culturel, doivent également être aplanies.

Le piètre rendement des systèmes scolaires latino-américains ainsi que le problème du redoublement sont évoqués de nouveau. Le redoublement de l'année scolaire doit être compris correctement, comme un symptôme des défaillances fondamentales du système éducatif. Le fait qu'un enfant doive refaire son année ne signifie pas forcément que les programmes soient surchargés mais tout simplement qu'il n'a pas appris, au moment approprié, ce qu'il aurait dû apprendre. Trop souvent, des enseignants insuffisamment préparés et mal rémunérés sont formés «sur le tas». Des recherches supplémentaires doivent être entreprises dans ce domaine: on ne devrait pas se borner à appliquer des recettes trouvées ailleurs, mais bien effectuer des études dans chaque pays en vue d'offrir un enseignement interactif dans les salles de cours.

On souligne toutefois que dans certains pays, notamment au Brésil, on a réussi à faire baisser dramatiquement le décrochage par un meilleur soutien financier sous forme de bourses aux familles à faible revenu. Par ailleurs, le redoublement serait susceptible d'être géré d'une façon rationnelle et économique, en ne faisant reprendre que les cours ratés plutôt que l'ensemble de l'année scolaire.

À qui incombe-t-il de relever ces défis? L'État? Le secteur privé? Les médias? Les parlementaires? Certains estiment que l'on insiste indûment sur la distinction entre les systèmes scolaires public et privé; c'est la qualité de l'éducation qui compte et, parfois, l'école privée fait davantage avec moins d'argent. Tous s'accordent néanmoins pour dire que l'État a un rôle important

à jouer, mais la nature et l'étendue précises de ce rôle ne sont pas faciles à définir. Certes, il faut rapprocher davantage les décideurs et les citoyens, en décentralisant la prise de décisions et en restant à l'écoute des citoyens. Toutefois, il faut éviter une décentralisation à outrance, qui défavoriserait les régions pauvres. Qui plus est, l'État a le devoir d'établir des normes pour assurer une formation de qualité.

La mission et la responsabilité des médias dans l'éducation sont soulevées à plusieurs reprises. Nul ne doute qu'ils ont un pouvoir énorme et qu'ils pourraient être de puissants éducateurs, mais tout est encore à faire pour définir les liens qui devraient exister entre l'enseignement scolaire, d'une part, et le monde de l'internet et de la télévision câblée, d'autre part. Qui plus est, il y a peu de législation pour encadrer les médias et, dans la plupart des pays latino-américains, ils ne relèvent pas le défi de contribuer activement à l'éducation.

Quant aux parlementaires, leur rôle premier doit être la recherche d'un consensus au sein de la population. Ils doivent aussi exercer un meilleur contrôle sur le développement des systèmes d'éducation, ce qui implique l'établissement de normes de qualité en la matière. Or, les parlementaires font preuve d'une ignorance quasi totale des défaillances du système scolaire et ils ne possèdent pas les informations nécessaires pour effectuer un travail sérieux. Souvent, les élus qui interviennent dans ce domaine n'ont que des préoccupations étroitement financières.

Le contenu des programmes scolaires constitue également une préoccupation majeure: doit-on privilégier l'alphabétisation technique et technologique des futurs travailleurs pour les rendre fonctionnels et productifs? Ou faut-il plutôt préparer les jeunes pour leur rôle de futurs citoyens, en mettant davantage l'accent sur le civisme, l'éthique et la morale? Si l'importance d'une main-d'oeuvre bien instruite et technologiquement avertie ne fait pas de doute, surtout dans les domaines de la santé et de la protection de l'environnement, certains s'inquiètent de la tendance à envisager l'éducation uniquement comme préparation pour exercer un travail productif dans une économie mondialisée. À leur avis, l'éducation a une vocation beaucoup plus noble, à savoir la formation des jeunes leaders de l'avenir des pays latino-américains.

En effet, l'éducation devrait être considérée comme un investissement, mais les

gouvernements agissent trop souvent en vue de l'obtention de résultats immédiats. Les États doivent cesser d'agir dans une perspective à court terme avec des programmes d'études conçus trop souvent en fonction des pénuries de ressources; ils devraient plutôt développer des politiques à long terme. Dans cette optique, la création du Collège des Amériques est accueillie favorablement.